



Photo UPI

*Le premier ministre Tanaka signe un document au pinceau, lors de sa récente visite au Canada. L'instrument de signature montre à lui seul la différence entre les deux civilisations, mais la cordialité de*

*la visite démontrait que les différences culturelles peuvent être conciliées. Quelques semaines après son retour au pays, M. Tanaka se voyait dans l'obligation de démissionner comme premier ministre.*

stable, ce qui compte évidemment pour beaucoup dans l'importation de matières premières. Le Canada ne repousse pas les investissements étrangers qui pourraient lui offrir de réels avantages. Si le Canada réexamine ses objectifs économiques sur le plan national, le Japon tôt ou tard fera de même. Les îles japonaises sont surpeuplées et industrialisées à l'excès et comme le gouvernement cherche de plus en plus à améliorer la qualité de la vie de ses citoyens, il donnera probablement une importance croissante aux industries de pointe, insistant moins sur le principe traditionnel de tout fabriquer au Japon. Cette tendance a progressé dans l'industrie légère et à la longue, elle devrait logiquement en faire autant dans l'industrie lourde, notamment le raffinage. Dans cette perspective, notre politique d'encouragement aux secteurs de transformation et d'exploitation deviendrait compatible avec les politiques nationales du Japon, ce qui serait des plus avantageux de part et d'autre.

Quelle est la valeur pratique de cette politique gouvernementale d'«étendre et approfondir» nos relations avec le Japon? Dans un récent article du *Pacific Community*, le conseiller spécial du premier ministre, M. Ivan Head, expliquait:

De toutes ses relations transpacifiques, celles que le Canada entretient avec le Japon promet-

tent d'être des plus fructueuses en ce qui concerne les avantages mutuels espérés au cours des dix prochaines années; mais il est indubitable que les deux pays devront surmonter d'innombrables difficultés avant d'être en mesure de jouir pleinement de tous ces avantages.

Ces difficultés ne se rattachent pas seulement aux questions de «diversification» de notre commerce ou à celles de «politisation» de nos relations avec le Japon, selon l'expression de l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elles se rattachent de façon inextricable aux politiques économiques nationales du Canada et du Japon et à leurs cultures foncièrement différentes sinon diamétralement opposées.

La stratégie économique nationale, qui dépend de la recevabilité sur le plan intérieur de ses composantes, peut grever de façon importante la politique commerciale du Canada ou du Japon ou des deux pays à la fois. Il ne faut pas oublier non plus la prudence que suscite chez les Canadiens la disparité dans l'ordre des grandeurs économiques entre le Japon et le Canada, ni la façon relativement monolithique des Japonais d'exercer leurs activités à l'étranger. Le partage des pouvoirs entre les provinces et le gouvernement fédéral peut également avoir un effet limitatif et c'est pourquoi une politique plus active à l'égard du Japon doit constamment être axée sur le Canada «dans son